

D'où la constitution, facilitée par la révolution scientifique en médecine, d'une industrie chimio-thérapeutique, les capitaux venant surtout du secteur bancaire ou chimique. Dans cette phase est vont jouer à plein les concentrations, les fusions, absorptions et diminutions des secteurs artisanaux du capitalisme de libre concurrence.

Or, depuis quelques années, les dépenses de Santé croissent deux fois plus vite que le revenu global. Ceci est normal pour un secteur « avancé » de l'économie — par exemple l'électronique —. Mais contrairement aux secteurs de pointe, la Sécurité Sociale est une structure *autonome* dont la prise en charge par l'Etat, au-dessus d'un taux *convenable* d'entretien de la force de travail, n'a aucun intérêt financier en régime capitaliste (cf annexe 2). La croissance du déficit de la Sécurité Sociale soulevait deux ordres de contradictions :

— une contradiction politique, puisque par le biais de ce déficit, les travailleurs avaient un pouvoir de décision, aussi limité fût-il, sur la répartition du surproduit national ;

— une contradiction économique puisque par le mécanisme de la Sécurité Sociale, l'ensemble du « capitalisme non sanitaire » favorisait la croissance des « capitalistes sanitaires ».

Aussi les capitalistes virent-ils la nécessité de limiter leurs charges, donc la croissance des dépenses de Santé, ce qui aboutit secondairement à limiter un besoin collectif sur l'exploitation duquel se développent les trusts pharmaceutiques.

Il allait falloir harmoniser la croissance du secteur Santé à celle des autres secteurs : le « capital santé » devra assurer sa reproduction élargie sans créer pour autant une situation inflationniste, par l'augmentation des charges des autres secteurs.

Deux faits devaient précipiter le recours aux ordonnances :

— d'une part la mise en place du Marché Commun qui accroît la compétition (d'ailleurs les services de santé anglais et allemands ont limité leurs dépenses de Santé) ;

— d'autre part la réapparition d'un volant de chômage. En effet, l'amortissement de la « révolution technologique » d'après-guerre signifie la fin du « cycle long » d'expansion, la fin du *relatif* plein emploi et l'entrée dans un cycle long de récession, avec la réapparition d'un volant de chômage.

Dès lors cette *tendance* récessive (même s'il existe des cycles courts d'expansion) fait apparaître les hauts salaires et les charges salariales comme une entrave pour les capitalistes, d'autant que point n'est besoin de « s'attacher » la main-d'œuvre. Au contraire, les concessions faites sur la Sécurité Sociale deviennent subitement « insupportables » pour le patron.

On notera que là encore, il n'y a pas de « politique planifiée » par de Gaulle, mais ajustement de sa politique en fonction des réalités économiques indépendantes de sa volonté : les lois du marché régies par la loi de la valeur.

5. Pour harmoniser la croissance du secteur Santé au « revenu national », de quelles solutions dispose le capitalisme ?

— augmenter les cotisations salariales à salaire égal. Mais cette diminution du pouvoir d'achat des travailleurs (outre qu'elle est lourde de mécontentements en puissance) implique une dimi-